

Études internationales



Guillaumont, Patrick et Sylviane (sous la direction de).
Stratégies de développement comparées : Zone franc et hors zone franc. Paris, Éditions Économica, 1988, 776 p.

Marcelle Genné

Volume 21, numéro 1, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702639ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702639ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Genné, M. (1990). Compte rendu de [Guillaumont, Patrick et Sylviane (sous la direction de). *Stratégies de développement comparées : Zone franc et hors zone franc*. Paris, Éditions Économica, 1988, 776 p.] *Études internationales*, 21(1), 191–193. <https://doi.org/10.7202/702639ar>

ventions de grands organismes internationaux tels que la Banque mondiale. Le ton purement descriptif employé dans cette partie, à propos de cette grande institution, contraste avec celui adopté dans la conclusion où il lui reproche d'attribuer les déséquilibres macro-économiques des pays assistés à leur mauvaise gestion économique. Car il faudrait tenir compte d'autres facteurs de déséquilibres tels que la dégradation des termes d'échange liée aux chocs pétroliers et à la baisse des prix des matières premières. Évidemment, la libération des échanges, désignée ici comme le crédo de la Banque, ne pouvait être ignorée. L'auteur refuse d'endosser la recommandation touchant la dévaluation des monnaies nationales en vue de stimuler les exportations. Comme il l'avait fait dans son avant-propos, où il s'inspire de l'expérience du colonialisme pour démontrer les avantages du protectionnisme, l'auteur reprend la vieille idée de l'école historique allemande concernant les appuis à fournir à l'industrie naissante. À ses yeux, un plus grand libéralisme ne permet pas de répondre à la crise structurelle des pays du tiers-monde. Au contraire, une telle politique compromet les investissements, déstructure le tissu économique et accentue la dépendance envers l'extérieur. En conséquence, l'auteur, dans une trop courte section, propose comme alternative, après d'autres, le développement autocentré et termine son ouvrage par une remarque lourde de signification: « Pour cela, il faut aussi qu'il y ait un projet de société... » (p. 262). Si certains s'interrogeront sur la raison des points de suspension, le lecteur québécois peut, à tout le moins, en deviner le sens et évaluer leur pertinence...

André JOYAL

Université du Québec à Trois-Rivières,
Canada

GUILLAUMONT, Patrick et Sylviane (sous la direction de). *Stratégies de développement comparées: Zone franc et hors zone franc*. Paris, Éditions Économica, 1988, 776p.

L'ouvrage intitulé « Stratégies de développement comparées » a pour but, d'une part, d'examiner les conséquences de l'appartenance à la zone franc sur les stratégies de développement des pays qui en sont membres au cours de la période allant de 1962 à 1981 et, d'autre part, de forger par la même occasion un instrument d'analyse quantitative des stratégies de développement. Cet ouvrage est le fruit d'un travail collectif de dix-neuf chercheurs du CERDI, sous la direction des Professeurs P. et S. Guillaumont, qui ont suivi une méthodologie commune dans la conduite de leur recherche.

La méthode utilisée s'inspire plus particulièrement des travaux de H.B. Chenery, L.J. Taylor et H.B. Chenery, M. Syrquin sur le changement des structures et les politiques de développement. Le changement qui accompagne la transition d'une économie traditionnelle à une économie développée se caractérise selon H.B. Chenery par « l'ensemble des transformations de la structure économique que nécessite une augmentation continue du revenu et du bien-être social ». Plus précisément, c'est à la fois le « plus être » et le « mieux être » qu'il faut appréhender comme le disait l'éminent économiste F. Perroux, et du point de vue de la distribution des revenus le livre sur les Stratégies de développement comparées nous laisse sur notre faim. Si le tracé de la configuration dépend, toujours selon H.B. Chenery, des objectifs sociaux et des possibilités de production et d'échanges extérieurs, l'uniformité d'un certain nombre de facteurs va se traduire par une homogénéité relative de la transition d'une économie au cours d'une période historique donnée. Néanmoins, les facteurs

de diversité exercent tout autant une action spécifique sur la définition des politiques économiques parce qu'ils sont à l'origine de stratégies optimales différenciées. Compte tenu des facteurs d'uniformité et de diversité, le processus de développement sera décrit par un ensemble d'équations pour lesquelles la variable dépendante est une dimension de la structure économique et les variables indépendantes seront le niveau de revenu, la taille de la population et les entrées de capitaux extérieurs. Les équations sont ensuite ajustées sur les données d'une centaine de pays pour la période allant de 1950 à 1970. Cette étude de la transformation structurelle des économies a permis de cerner de plus près les différents modes de spécialisation et de définir une typologie des stratégies. En dernière analyse, il apparaît que si dans les séquences de changements structurels la dimension et les ressources naturelles ont été les facteurs déterminants des configurations, le choix des politiques gouvernementales, en particulier les politiques commerciales et les politiques d'aide, ont elles aussi contribué de façon significative à dessiner les configurations économiques des pays.

Par rapport aux travaux de Chenery, la recherche des Guillaumont se caractérise selon ces auteurs de trois façons :

La période couverte est plus récente (1962-1981);

L'effort de dissociation dans les modes de développement observés du rôle joué par les facteurs exogènes de celui rempli par les politiques économiques des pays;

Le traitement explicite des politiques économiques en tant qu'expression d'une volonté nationale de développement.

La stratégie de développement est définie par le choix du « mode de développement » ou encore comme « l'action de la politique économique sur le mode ou type

de développement », ce qui est conforme à l'approche de Chenery. Trois catégories d'indicateurs du mode de développement, réduits ensuite en indicateurs de stratégies, ont été utilisées : des indicateurs de résultats, des indicateurs de structures et changements de structure et enfin des indicateurs de politique économique, qui tous doivent répondre à certaines conditions pour être pertinents. Or, ces conditions sont loin d'être remplies dans les pays en développement de l'Afrique au Sud du Sahara, qu'ils fassent ou non partie de la zone franc. La multiplicité des indicateurs utilisés témoigne de la volonté des auteurs de refléter le mieux possible la réalité dans un contexte où les statistiques ne sont pas fiables, quelles que soient leurs sources. Les indicateurs, une fois définis, sont purgés des facteurs exogènes afin d'apprécier correctement les stratégies de développement. À partir de là, la méthodologie de l'ensemble de la recherche est pratiquement posée. Elle consiste à calculer une valeur normale d'un indicateur et de la comparer ensuite à sa valeur effective. L'écart, le résidu (error) entre les deux valeurs représente un indicateur de « stratégie » reflétant la politique économique du pays sous certaines conditions. Les dés sont jetés et les équations de régression font le reste.

La quantité considérable de travail qu'exige une telle étude ne semble pas payée en retour par des résultats très convaincants, même s'il est impossible à l'étape actuelle de la recherche d'en tirer des conclusions définitives. Les commentaires intéressants, joints à la publication du texte original, qui ont été faits lors de la présentation de la somme des travaux au séminaire de Clermont sur la question ne seront pas ici l'objet de redites. Nous préférons faire quelques observations qui vont dans le même sens que celles formulées par le chercheur P. Plane dans son

chapitre sur les performances comparées en matière de croissance économique.

Il arrive en effet que certains agrégats macro-économiques publiés sous forme de Comptes de la Nation ne sont autres que des estimations qui ne sont pas retouchées ultérieurement. En revanche, ces statistiques sont corrigées (revised) à l'occasion des missions périodiques effectuées par les instances internationales sur le terrain. C'est ainsi que nous allons de révision en révision. Le terrain de la fiabilité des statistiques est d'autant plus glissant que l'établissement de séries homogènes peut se compliquer du fait que les changements des modes de compilation sont éventuellement passés sous silence. L'amélioration des services statistiques rendrait-elle les agrégats plus fiables pour autant? Rien n'est moins certain. En effet, une importante frange de la population africaine vit en autosubsistance et l'évaluation de sa production se fait par enquêtes successives. En outre, les populations des pays les plus pauvres qui se trouvent à proximité d'économies plus dynamiques, c'est le cas du Niger et du Bénin, ont intégré leurs activités à l'économie voisine, le Nigéria. L'économie de contrebande ou parallèle a permis aux populations de « bien vivre » ou de vivre moins mal dans les pays les plus pauvres de l'Afrique de l'Ouest. Tout ce commerce est lié d'une façon ou d'une autre au secteur informel qui s'est beaucoup développé, mais dont personne ne connaît exactement le poids économique. Or, c'est précisément ce secteur qui aura un rôle déterminant dans les années à venir.

Les exemples de non fiabilité peuvent se multiplier à l'envi. Par conséquent, comment affirmer que les pays de la zone franc aient mieux réussi que d'autres? Les piètres performances accomplies par les cinq pays sahéliens appartenant à cette zone au cours des dernières années appellent un renouvellement de la réflexion. L'ouvrage

que vient de publier l'OCDE sur: « Le Sahel Face aux Futurs » est un pas franchi dans cette direction. Certes, si la rétrospective des indicateurs est utile, l'interprétation des résidus n'est pas sans risque. Comment celle-ci pourrait-elle servir le futur et faire sortir les économies africaines du schéma tendanciel?

Marcelle GENNÉ

*Institut de développement
international et de coopération,
Université d'Ottawa*

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

DIECKHOFF, Alain. *Les espaces d'Israël: Essai sur la stratégie territoriale israélienne*. Seconde édition revue et augmentée. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Coll. « Références n° 20 », 1989, 219p.

Les revendications territoriales des juifs en Palestine remontent à la nuit des temps où leurs ancêtres, il y a plus de deux mille ans ont conquis pendant un laps de temps la terre que Dieu leur avait promise. Dispersés aux quatre coins du globe, ils connaîtront la persécution, l'inquisition, et les pogroms, de sorte qu'au XIX^{ème} siècle réapparaîtra chez certains d'entre eux l'idée de se créer un foyer national qui leur soit propre.

C'est en particulier à l'antisémitisme moderne qui se manifeste en Europe qu'on impute l'urgence de trouver une solution aux juifs qui étaient prêts à accepter l'Ouganda ou l'Argentine comme lieu d'asile. Mais la sympathie avouée des Britanniques, mandataires sur la Palestine (Balfour) raviva l'idée du retour en Terre promise, en dépit de l'hostilité des Talmudis-